L'écologie
Conseil Régional Haute-Normandie
Groupe des Elus Verts

PLENIERE DU 25 JUIN 2007

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

Intervention de Véronique Bérégovoy, pour le groupe des élus Verts

La victoire de Nicolas Sarkozy est bien évidemment incontestable.

Le gouvernement Fillon 2 va désormais s'atteler à mettre en œuvre, et appliquer, le programme de Nicolas Sarkozy qui a toujours revendiqué son inspiration libérale et de droite décomplexée : le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, des peines plancher pour les délinquants récidivistes, la majorité pénale à 16 ans, la détaxation des heures supplémentaires, la suppression des droits de succession "pour 95 % des Français", le bouclier fiscal pour les plus riches parmi les riches, la suppression de la carte scolaire ou encore la franchise pour les soins de santé...

Nouvelle mesure d'intimidation, le gouvernement souhaite imposer un service minimum dans les transports et affirme, par-là, sa volonté de contraindre un peu plus le droit de grève et, à terme, de le remettre en question.

Il est désolant d'avoir à réaffirmer que la méthode la plus efficace pour prévenir un conflit social s'appelle le dialogue social, conjugué à la mise en place d'une procédure de prévention des conflits. Mais on peut douter de la capacité de ce gouvernement Fillon 2 à s'inscrire dans cette démarche au regard de la façon dont il entend conduire la réforme des universités, à marche forcée, cet été et contre l'avis de tous, y compris de la ministre en charge de l'enseignement.

Cette élection n'est pourtant pas une bonne nouvelle, pour les jeunes des banlieues, assignés à résidence dans leurs quartiers, pour les précaires, condamnés à regarder les salariés à temps plein «travailler plus » et de façon générale pour les plus modestes, pointés comme les "maillons, faibles" d'une compétition sans merci.

Ce n'est pas non plus une bonne nouvelle pour la planète.
Le programme du nouveau Président de la République, inspiré de la révolution néo-conservatrice à l'américaine, ne se contente pas de faire l'impasse sur le défi écologique.
Il nous fait courir le risque de nouveaux retards, de nouveaux dégâts.

Pétroliers et marchands d'armes, firmes semencières et majors de l'eau, industries pharmaceutiques et bétonneurs…Tous ont soutenu Nicolas Sarkozy ; tous exigeront les dividendes de leur mise, le droit de déréguler, précariser et polluer, sans entraves !

Nos enfants vivront au milieu du siècle les effets concrets de la crise écologique : le changement climatique, l'épuisement des ressources, l'extinction de bien des espèces vivantes, l'aggravation de la fracture nord-sud…

Si d'apparence le gouvernement semble avoir pris la mesure de ces enjeux en créant un super ministère du développement durable, il doit cependant confirmer cette décision par des actes. **Mais force est de constater que les premières mesures et engagements s'inscrivent en opposition totale des principes du développement durable.**

En effet, les premières initiatives de ce gouvernement ont été de confirmer son soutien au développement du nucléaire, aux OGM, mais également de renoncer à l'objectif de division par quatre des émissions de gaz à effet de serre, et dans le même temps, de multiplier par trois et demi la taxation des panneaux solaires, qui passe de 5,5 à 19,6%.

En outre, je me permets de rappeler qu'au cours de la préparation du Grenelle de l'environnement, il n'a été question ni de la PAC, ni de l'EPR, ni des OGM, ce qui nous inquiète fortement quant à la réelle volonté de ce gouvernement de prendre en compte l'ensemble des problèmes environnementaux. Cette politique écologique n'est qu'une tentative d'enfumage !

J'en veux pour preuve, la décision d'Alain Juppé et de Christine Lagarde qui se sont contentés de suivre l'avis de la Commission du Génie biomoléculaire sur le maïs transgénique MON810 au lieu d'appliquer le principe de précaution. Face aux incertitudes scientifiques sur les OGM, la décision du gouvernement de ne pas instaurer de moratoire sur ce maïs OGM montre que l'environnement et la santé humaine pèsent bien peu face au lobby de l'agriculture transgénique.

En région, on peut aussi s'interroger sur la déclinaison de ces engagements nationaux au regard du soutien inconditionnel de la droite locale à l'implantation de deux centrales aux charbons soit disant « propres ». Si propres qu'à elles seules, elles vont accroître de près de 10 millions de tonnes les émissions de CO2 de la Haute-Normandie. Ceci est d'autant plus inquiétant que notre région avec 30 millions de tonnes d'émission de CO2 détient déjà un triste record : celui d'être la troisième région de France qui émet le plus de gaz à effet de serre.

Quand on sait que ces centrales à charbon doivent s'implanter dans une ville qui a l'ambition de devenir un modèle de développement durable et qui a eu le privilège d'accueillir le Président de la République pour le seul meeting national de l'UMP cela à de quoi nous laisser perplexe sur la volonté politique de la majorité présidentielle à répondre aux défis écologiques. A moins que les responsables de la ville du Havre souhaitent battre un nouveau record en passant de la dixième ville la plus polluée de France à la première.

De même, sur le plan social, après avoir déclaré qu'il n'augmenterait pas le SMIG, il s'est empressé d'annoncer la création d'une TVA sociale, sous couvert de l'urgence à traiter cette question centrale. Mais urgence ne veut pas dire précipitation. Un sujet aussi grave et complexe nécessite une large concertation avec tous les acteurs de la santé pour espérer trouver des réponses au déficit chronique de l'assurance maladie. Ce n'est malheureusement pas l'orientation prise par le gouvernement qui s'empresse d'appliquer les même vielles « recettes » qui ont démontré leur inefficacité depuis 30 ans : diminuer les remboursements (les franchises médicales), augmenter les contributions (TVA).

Fidèle à son idéologie libérale, il fait porter le poids le plus lourd proportionnellement sur les couches les plus démunies de la population.

La crise est, aussi, sanitaire. Sa cause profonde réside dans l'épidémie des maladies chroniques, comme viennent le rappeler les chiffres récents de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie sur le doublement du taux de diabète en 5 ans. A cela s'ajoute, les maladies professionnelles qui sont en constante augmentation. Pour les Verts, il faut passer d'une logique de soins à une logique de santé. La réponse à la crise passe par une action sur les causes environnementales et comportementales des maladies et par une réorganisation de notre système de santé pour une prise en charge coordonnée des maladies chroniques. Cela suppose que le gouvernement prenne le temps de la concertation.

Espérons que les résultats du 17 juin dernier feront prendre conscience au Président que les français ne souhaitent pas d'un pouvoir absolu au main d'un seul parti voire d'un seul homme. Les français souhaitent une représentation nationale plurielle qui donne toute sa place à la gauche et aux écologistes sans lesquels les défis du 21ème siècle ne seront pas relevés.

Comme vous le savez, seul le recours à un scrutin proportionnel permettra une juste représentation des idées écologistes, et leur donner le nombre d'élu-es susceptible de changer profondément notre fonctionnement et notre société pour un meilleur partage et respect des ressources naturelles, de lutter contre les lobbies destructeurs de notre démocratie et de notre planète, et de mettre en œuvre des politiques qui répondent aux urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Je souhaite rappeler ici que l'urgence écologique en terme de politiques publiques à mener, autant ***contre*** le réchauffement climatique que ***pour*** le respect de la biodiversité, n'est pas reportable, ni diluable dans de mesurettes, mais exige une politique globale radicalement différente notamment en termes fiscaux, énergétiques, sanitaires, agricoles et sociaux.